



RENDU EXECUTOIRE LE

12 JAN. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0021

du 27 DEC. 2022

portant fixation pour l'année 2023
du tarif hébergement pour les bénéficiaires de
l'aide sociale à l'EHPAD « Les Jardins de Montplaisir »
à LIGUGE géré par la S.A.R.L. « Les Jardins
de Montplaisir »

Envoyé en préfecture le 29/12/2022

Reçu en préfecture le 29/12/2022

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20221227-23_A_SE_0021-AR

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Général de la Vienne n° 2013-A-DGAS-DHV-SE-0234 du 08 octobre 2013 portant habilitation partielle de l'EHPAD « Les Jardins de Montplaisir » de LIGUGE à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale ;

VU la convention n° 2018-C-DGAS-DHV-SE-0001 relative à l'habilitation partielle de l'EHPAD « Les Jardins de Montplaisir » de LIGUGE à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement conclue le 30 septembre 2018 complétant l'arrêté susvisé ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 relative au budget départemental primitif 2023 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : La prestation relative à l'hébergement des personnes âgées, remboursable à l'EHPAD « Les Jardins de Montplaisir » de Ligugé pour les bénéficiaires de l'aide sociale départementale est fixée, à compter du 1^{er} janvier 2023, à :

54,00 € par jour

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

.../...

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le gestionnaire, la Direction de l'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **27 DEC 2022**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON